
De la question du socialisme islamique au Turkestan : le parcours d'Arif Klevleev (1874-1918)

Rinat Šigabdinov

Traducteur : Alié Akimova



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/asiacentrale/380>

ISSN : 2075-5325

Éditeur

Éditions De Boccard

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 231-241

ISBN : 2-7449-0444-9

ISSN : 1270-9247

Référence électronique

Rinat Šigabdinov, « De la question du socialisme islamique au Turkestan : le parcours d'Arif Klevleev (1874-1918) », *Cahiers d'Asie centrale* [En ligne], 13/14 | 2004, mis en ligne le 23 avril 2009, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/asiacentrale/380>

De la question du socialisme islamique au Turkestan : le parcours d'Arif Klevleev (1874-1918)

Le phénomène d'actuelle "renaissance" de l'islam en Asie centrale invite aujourd'hui, sous peine d'une compréhension faussée des enjeux, à une réflexion sur ce qu'il fut à la période soviétique. Si les répressions religieuses des années 1930 sont bien connues, d'autres aspects de la coexistence-confrontation entre islam et régime communiste restent à explorer. Cet article se propose de mettre en lumière l'un de ces aspects encore trop peu connus, celui des théories du "socialisme islamique" qui se sont développées dans les premières années du régime bolchevique et ont joué un rôle important dans la soviétisation de l'Asie centrale.

Depuis plus d'un siècle, la conjugaison de deux concepts qui semblent opposés par définition, celui d'islam et celui de socialisme, ne suscite plus ni remise en question intellectuelle, ni sentiment d'étonnement. Deux courants, l'un religieux existant depuis plus de treize siècles, et l'autre scientifique, fondé sur l'idée de progrès, se sont rencontrés dans l'histoire des peuples musulmans au tournant des XIX^e et XX^e siècles. Ils ont constitué l'un des éléments importants de l'histoire des peuples d'Orient, dont celle des musulmans de Russie. L'idée d'unifier en un système logique l'islam avec la laïcité moderne a été élaborée à la fin du XIX^e siècle par Djamal al-Din al-Afghani (1838-1898), père du réformisme musulman. Selon lui, les disciples du Prophète eux-mêmes auraient été les premiers partisans d'un socialisme lié à la religion dès le moment de son apparition¹. Son nom est également associé au mouvement du panislamisme, qui appelle à l'union de tous les peuples musulmans dans la lutte contre le joug colonial, contre l'emprise de l'Occident et son oppression sur la civilisation orientale².

I. Djadidisme et socialisme musulman au Turkestan tsariste

Selon diverses sources, il n'y avait pas, avant 1917, de diffusion réelle des idées du socialisme islamique parmi la population musulmane d'Asie centrale soumise à l'Empire russe, ni dans les deux États vassaux qu'étaient devenus l'émirat de Boukhara et le khanat de Khiva. La menace liée à la diffusion des idées du panislamisme venait en revanche, selon les autorités russes, de l'Empire ottoman. La représentation politique russe à Boukhara affirme ainsi découvrir, en 1910, des tentatives de propagation des statuts de la "Société boukhariote de diffusion du savoir", fondée à Istanbul. Son objectif consiste à « recruter des membres non seulement parmi les Boukhariotes mais dans toutes les régions du Turkestan, fonder des filiales dans les villes d'Asie centrale et collecter des moyens pour envoyer de jeunes musulmans faire leurs études à Constantinople. »³ L'Ambassade de Russie à Istanbul en informe l'administration du Turkestan et précise que la Société boukhariote constitue une antenne du comité "Union et Progrès" et recrute « les élèves formés dans les écoles militaires et d'autres structures scolaires de Constantinople. » Est également souligné que, « outre le programme commun, sont inculquées aux élèves toutes les idées du panislamisme et du chauvinisme turc. »⁴ Compte tenu de la formation, à cette époque, de deux blocs politiques cherchant à se partager le monde ainsi que de la croissance rapide de l'influence politique de l'Allemagne sur la Turquie, le gouvernement de Russie percevait cette influence ottomane en Asie centrale sous un jour très nettement défavorable.

Tout aussi négative fut son attitude à l'égard du djadidisme, apparu dans le Gouvernorat général du Turkestan, à Boukhara et à Khiva. Les idées djadides étaient diffusées par les milieux intellectuels tatars de la Volga, séduits par l'idée d'une modernisation du monde turco-islamique et dont l'influence, en particulier sur le plan culturel, était particulièrement forte sur les autres peuples turciques de l'Empire russe⁵. À la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, les "civilisateurs" tatars, instituteurs dans les écoles réformées, hommes de littérature et de théâtre imprégnés des acquis des cultures musulmane et européenne mais également figures religieuses, jouent un rôle de plus en plus important dans la vie turkestanais⁶. Ils exercent une influence considérable sur la formation du djadidisme au Turkestan en proposant à la société centrasiatique des idées éloignées des concepts socialistes. Si les intellectuels musulmans de Russie n'ignoraient pas les théories socialisantes de certains réformateurs arabes, ils ne concevaient pas pour autant la réforme de l'islam comme une union avec celles-ci.

L'un des premiers qui tenta de diffuser en Asie centrale les théories du socialisme dans sa version française et utopique fut Ahmad Daniš (1827/1828-1897)⁷. Au début du XX^e siècle, alors que les partis politiques russes s'engageaient dans la lutte contre le régime tsariste, les djadides prirent connaissance des idées socialistes dans leur version populiste et marxiste russe. Lors de leurs voyages à Istanbul et au Caire, ils découvrirent une autre ver-

sion, celle d'al-Afghani, centrée sur l'idée d'une union entre islam et socialisme. On sait par exemple que Mahmudhodža Behbudi (1875-1919), l'un des pères du djadidisme centrasiatique, soutenait l'idée d'une modernisation de l'islam et son épuration de la scolastique, se prononçait en faveur des progrès de la science et des nouvelles technologies mais n'en critiquait pas moins le programme du parti social-démocrate russe qu'il considérait comme inapte, voire nuisible pour le Turkestan. Il affirmait ainsi que « l'objectif de ce parti est convenable, bien que peut-être utopique. Pourtant, l'adhésion des musulmans à ce groupe me paraît très dangereuse. Tant que certains points financiers de leur programme ne seront pas modifiés et tant que les thèses relatives à l'individu et à la famille ne seront pas conformes à la charia, ce parti ne nous conviendra pas. »⁸

II. Arif Klevleev et les événements révolutionnaires de 1917 au Turkestan et dans la région Volga-Oural

Après février 1917, alors qu'émergent les idées du socialisme islamique, la situation politique change dans le Gouvernorat du Turkestan et les partisans de ces théories aspirent à les concrétiser. Comme ailleurs dans l'Empire russe, différentes classes sociales, aux avis divergents sur les réformes à mener dans le pays, s'engagent en politique. L'idée de s'unir en des mouvements de libération nationale, dans cette périphérie coloniale, était alors dans l'air du temps. Ainsi, parallèlement aux Soviets européens d'ouvriers, de soldats et de paysans, naissent des organisations politiques nationales, en particulier dans les grandes villes telles que Tachkent, Samarkand, Namangan, Andijan et Khodjent. Les djadides locaux, désormais en concurrence avec le clergé islamique dans leur quête d'un soutien populaire, sont largement impliqués dans la création de ces organisations⁹. Alors que l'armée russe était dans son ensemble démoralisée par les échecs de la Première Guerre mondiale, les soldats musulmans créaient leurs comités et s'opposaient, au Turkestan, aux Soviets locaux soutenus par les unités militaires venues de l'extérieur.

L'un des plus actifs partisans du socialisme islamique fut Arif Klevleev (1874-1918), d'origine tatare, dont la vie fut étroitement liée au Turkestan et aux événements révolutionnaires de ce début de siècle. Né en 1874 dans la région de Tambov en Russie, il arrive au Turkestan en 1915 pour y faire son service militaire, d'abord dans une petite garnison à Khiva, puis à Khodjent¹⁰. Là, il adhéra à l'un de ces comités militaires musulmans¹¹. À l'automne 1917, la situation économique, sociale et politique au Turkestan se dégrade. Dès septembre, les Bolcheviks locaux profitent de la radicalisation des ouvriers et des soldats pour essayer de s'emparer du pouvoir à Tachkent. Cette tentative échoue mais le Gouvernement provisoire du Turkestan, de jour en jour plus affaibli, ne garde le pouvoir que pour une courte durée. Dans ce contexte, les organisations musulmanes décident de créer des unités militaires spécifiquement musulmanes¹². Du 18 au 26 octobre se tient à Tachkent le Congrès

régional des soldats musulmans auquel participe, en tant que député, Klevleev. Le Congrès condamne la tentative de coup d'État bolchevique, exprime son soutien au Gouvernement provisoire et s'oppose à « toute manifestation non organisée qui troublerait la vie du Turkestan. »¹³ Le Congrès soutient également l'organisation d'unités militaires musulmanes et décrète la création du Conseil central de Tachkent, composé de neuf personnes et présidé par Klevleev¹⁴.

Pourtant, peu après ce congrès, le 1^{er} novembre 1917, les Bolcheviks, alors opposés à l'idée d'autonomie nationale et refusant aux peuples musulmans du Turkestan le droit de gérer la région à égalité avec la population coloniale, s'emparent du pouvoir. Le 25 novembre, à l'initiative des organisations nationales politiques de Kokand, le IV^e Congrès des musulmans, accueilli à son ouverture par Klevleev, devenu entre temps Président du Conseil militaire [*voennoe šuro*] du Turkestan, proclame l'autonomie nationale-territoriale turkestanaise, dite Autonomie de Kokand. Par la suite, Klevleev quitte le territoire du Turkestan : il est nommé délégué au II^e Congrès des militaires musulmans de Russie qui se tient à Kazan de janvier à mars 1918, et fait à ce titre un rapport détaillé sur la situation au Turkestan¹⁵.

Pendant son absence, un homme d'autorité dans la région, Ser-Ali Lapin¹⁶, publie en janvier 1918 un long document intitulé « De la part de l'organisation tachkentoise Ulema aux socialistes russes »¹⁷. Ce long texte émanant du clergé musulman montre qu'au début du XX^e siècle, les idées du socialisme islamique semblent avoir déjà imprégné certaines couches de la société turkestanaise. En effet, Ser-Ali, tout en se désolidarisant des djadides qu'il considère comme ses adversaires politiques, critique l'évolution capitaliste de la société contemporaine et tente de conjuguer islam et socialisme : « L'islam et le socialisme – une combinaison invraisemblable au premier abord ! Et pourtant que de commun et de proche ! Tous deux défendent les intérêts des travailleurs, tous deux s'opposent à l'impérialisme et réfutent l'idée du nationalisme, tous deux sont internationaux et livrent une guerre sans merci au joug capitaliste. La terre appartient aux travailleurs, dit le socialisme. La terre appartient à Dieu et à celui qui la travaille, dit l'islam. Les idées socialistes ne diffèrent donc de celles de l'islam que par certains détails et par les moyens de leur réalisation. Cela montre que le socialisme européen se fonde sur l'islam, ce qui est d'une importance historique capitale pour les musulmans ainsi que pour l'unification de toute l'humanité. »¹⁸

Le Turkestan semble donc avoir préparé, dans une certaine mesure, le terrain pour une expérimentation du concept de socialisme islamique. Klevleev et Lapin s'étant très probablement rencontrés à Kokand au moment de la proclamation de l'Autonomie, on peut supposer que l'idée du socialisme islamique y a été tout au moins débattue, peut-être acceptée par la majorité des discutants. Alors que Klevleev séjourne en Russie, le projet de création, sur le territoire de la Volga-Oural, d'un État autonome des Tatars et des Bachkirs en tant qu'entité de la Fédération de Russie est élaboré. L'autonomie de l'Idel-

Ural est proclamée le 29 novembre 1917, c'est-à-dire à peu près au même moment que celle de Kokand. D'un point de vue juridique, la constitution de ces autonomies de peuples musulmans n'avait rien d'illégal. Leur création correspondait à la "Déclaration des droits des peuples de Russie" qui leur assurait « le droit à la libre disposition de soi, jusqu'à la séparation et la fondation d'un État indépendant. » Pourtant, leur existence a été perçue comme une entrave à la politique des autorités bolcheviques et le Turkestan s'est tout particulièrement opposé au pouvoir des Soviets, qui ne représentaient que les intérêts de la population coloniale européenne.

Dans ses mémoires, Vadim Čajkin (1866-1941), démocrate et social-révolutionnaire connu au Turkestan, raconte que, sur demande du Congrès turkestanais des paysans et des ouvriers musulmans en janvier 1918, il écrivit à Staline, alors Commissaire aux nationalités, par l'intermédiaire d'un membre du Conseil panrusse des commissaires du peuples, V. A. Algasov, pour lui demander s'il « soutenait, au Turkestan, le transfert du pouvoir aux ouvriers et paysans autochtones ». Toujours par l'intermédiaire d'Algasov, Staline répondit que « les Soviets sont autonomes dans le règlement de leurs problèmes intérieurs et s'appuient sur leurs propres forces. Ainsi, les prolétaires autochtones du Turkestan n'ont pas à s'adresser au pouvoir central soviétique pour lui demander de dissoudre le Soviet turkestanais des commissaires du peuple qui s'appuient, selon eux, sur des troupes militaires extérieures à la région. Ils doivent le faire par leurs propres moyens, s'ils en ont. »¹⁹

Le pouvoir était cependant détenu par les Bolcheviks. Leurs troupes, en nombre supérieur, liquidèrent l'Autonomie de Kokand le 9 février 1918. Ce geste a suscité une importante résistance au pouvoir soviétique et a éloigné, selon Turar Ryskulov lui-même, les travailleurs musulmans turkestanais du pouvoir soviétique²⁰. Lénine et Staline avaient néanmoins conscience que le pouvoir au Turkestan était entre les mains de personnes ayant gardé des approches très coloniales de leur rôle dans la région et ce, alors que le pouvoir bolchevik cherchait précisément à ne pas apparaître comme le continuateur de la politique tsariste et espérait pouvoir diviser la société centrasiatique selon un principe de classe et non de nationalité. Ils étaient donc en quête, pour ce faire, d'idées et de personnalités nouvelles. Le concept de socialisme islamique et la personnalité d'Arif Klevleev sont alors apparus comme parfaitement compatibles avec les desseins bolcheviks. Celui-ci a de son côté estimé, après les avoir récusés, que les Bolcheviks lui permettraient de mettre en application ses théories d'unification de l'islam et du socialisme.

Au début de l'année 1918, le contexte politique de la région de la Volga-Oural était largement défavorable aux Bolcheviks et l'autonomie d'Idel-Ural venait d'être proclamée. À cette époque, « les Bolcheviks ne trouvaient presque aucun soutien parmi les Tatars »²¹, le petit groupe existant de Bolcheviks tatars ne recevant d'appui que de la part des soldats russes de l'Armée rouge. Il existait pourtant dans la société tatare un mouvement religieux et politique dit vaissiste dont le rôle face au pouvoir bolchevik fut ambigu²². Ce mouve-

ment répandu, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, dans les milieux paysans et chez les petits commerçants tatars, avait été persécuté tout autant par les autorités russes que par le clergé islamique officiel et constituait une forme de protestation contre la domination nationale et sociale des Russes. Après l'arrestation, en 1884, de son fondateur, Bagaouddin Vajsov (1804-1893), le mouvement s'était reconstitué lors de la révolution de 1905 et s'était alors rallié, sous l'influence du fils de Bagaouddin, Gajnan Vajsov²³ (1878-1918), aux idées socialistes²⁴. Lui aussi cherchait à adapter les idées religieuses de son père aux réalités de son temps en conciliant Coran et socialisme. On peut supposer que Arif Klevleev a découvert ce mouvement tatar et échangé ses idées avec son leader au Turkestan même, puisqu'une partie des vaissistes s'y trouvait, dont Gajnan Vajsov avant son amnistie en 1905. En 1918, lors du séjour de Klevleev à Kazan, les vaissistes collaboraient déjà avec les communistes locaux mais ne bénéficiaient pas d'un réel soutien de la part des Tatars, repoussés par leur intolérance et leurs menaces proférées à l'égard des mollahs²⁵. S'il est probable que l'évolution politique de Klevleev s'est inscrite dans ce contexte, les événements de février de 1918 constituent une étape décisive de son parcours.

III. L'autonomie nationale et l'instrumentalisation du concept de socialisme islamique par les Bolcheviks

Cherchant à imposer une alternative à l'autonomie d'Idel-Ural, les Bolcheviks décident, le 21-22 février, de créer une république de la Volga-Oural incluse dans la RSFSR et qui leur serait soumise. Le problème national de cette région aurait ainsi été considéré comme résolu. Selon R. F. Muhametdinov, cette action de la direction bolchevique eut un effet retentissant qui ébranla le moral des nationalistes locaux, dont Vajsov : ceux-ci se trouvaient soudain devancés par les autorités soviétiques et perdaient alors leur leitmotiv unificateur principal, celui de se battre pour l'autonomie tataro-bachkire²⁶. Le 28 février, les leaders du Conseil militaire [*arbi šuro*] d'Idel-Ural sont arrêtés sur ordre du Soviet de Kazan. En réaction, Gajnan Vajsov est assassiné par des militants antisoviétiques opposés aux vaissistes²⁷. Cet assassinat a très probablement été décisif pour Klevleev, qui s'est alors définitivement rangé du côté des communistes en tant que partisan du socialisme islamique et fut à ce titre envoyé à Moscou.

Au début du mois d'avril 1918, Klevleev et Ū. Ibragimov (1895-1961) se rendent au Turkestan dans le cadre d'une mission dirigée par le Commissaire extraordinaire P. A. Kobozev (1878-1941) afin d'organiser au sein de la population locale une campagne de propagande en faveur du pouvoir soviétique et de sa politique nationale²⁸. Conscient du manque de popularité de Klevleev parmi les Commissaires du Turkestan, Staline mentionne dans une lettre envoyée à F. Kolesov (1891-1940), chef du Soviet des commissaires du Turkestan, datée du 7 avril : « Nous envoyons au Turkestan nos deux cama-

rades, Ibragimov et Klevleev, membres du Comité tatar et bachkir près le Commissariat des nationalités. Vous devez savoir que Klevleev est un ancien partisan de l'autonomie. Je vous prie néanmoins de l'initier au travail sans lui tenir rigueur de ses erreurs passées. Nous pensons tous maintenant que le pouvoir soviétique s'affermir partout en Russie, il ne doit plus craindre les personnes qui, hier encore, étaient dans les rangs de nos ennemis. Si ces gens-là sont prêts à se repentir, nous ne devons pas les écarter. De même, nous vous conseillons de recruter d'autres partisans de Kerenskij parmi les autochtones s'ils sont prêts à collaborer avec le pouvoir soviétique. Cela ne peut nous être que bénéfique, il n'y a plus lieu de craindre les ombres du passé. »²⁹

Staline envoie également un télégramme à Kobozev afin de préciser les détails de la mission du Commissariat aux nationalités. Notant qu'en novembre et en décembre 1917, les Tatars de la Volga, les Bachkirs et les Kirghizes [Kazakhs] du Turkestan avaient créé des autonomies dites "bourgeoises", certains Soviets locaux avaient alors décidé de « rejeter toute autonomie et de régler le problème national *manu militari*. » Staline se refuse, tout au moins dans son discours, à de telles solutions et affirme que « ces méthodes ne font qu'unir les masses populaires autour des autorités bourgeoises et nationalistes et éloigner les défenseurs de la nation et de la Patrie, ce qui n'entre en aucun cas dans les plans du pouvoir soviétique. »³⁰ Il souligne également la nécessité de s'appuyer sur des "moyens spécifiques" pour attirer les travailleurs de la périphérie dans le processus révolutionnaire. L'idée d'un socialisme islamique s'avère alors l'un des principaux moyens spécifiques utilisés par les autorités bolcheviques au Turkestan en tant que tactique provisoire pour parvenir à leurs fins. Il n'est ainsi pas fortuit qu'en juillet 1918, I. Tobolin (1885-1941), leader des Bolcheviks locaux et Président du Comité exécutif turkestanais, déclare au cours d'une séance qu'« il est temps depuis longtemps d'engager le prolétariat musulman dans l'activité sociale et politique car l'autonomie déclarée nous met tous à égalité. »³¹ Il y a donc là un lien indéniable avec la mission de Klevleev.

Le 20 avril 1918, le v^e Congrès régional des Soviets proclame "l'autonomie soviétique" du Turkestan en tant que république de la Fédération de Russie, une proclamation dans laquelle les représentants du Commissariat aux nationalités Ibragimov et Klevleev ont joué un grand rôle³⁴. Les documents témoignent en effet que Klevleev, en tant que membre du Comité exécutif du Turkestan, s'est montré particulièrement actif au sein de la population locale musulmane³² : il intervenait dans les réunions de pauvres, dans celles des élèves et des professeurs des madrasas et des écoles réformées, séjournait dans les différentes villes de la région pour bolchéviser les Soviets locaux et y faire adhérer les musulmans. Klevleev exposa ses conceptions et les résultats de son action en juin 1918 au cours du 1^{er} Congrès du Parti communiste du Turkestan : « Le problème musulman est très complexe et doit être abordé avec précaution. Pour ce faire, je me suis servi de la religion, du Coran. L'étude du Coran et l'enseignement du Prophète Mahomet m'ont

convaincu de la tendance socialiste de ses idées. J'ai vu en lui un communiste. En exposant les thèses du Parti communiste et en confirmant leur justesse par des citations du Coran, j'ai réussi à retenir l'attention des masses et à susciter l'enthousiasme. Nos résolutions étaient adoptées à l'unanimité, avec le soutien des oulémas. »³³

Klevleev propose également d'envoyer dans les villes et les villages du Turkestan le plus grand nombre possible de militants. Si leur tâche est un succès, alors « le triomphe du communisme au Turkestan sera assuré, et l'on pourra, d'ici un an ou deux, déclarer la Commune du Turkestan. »³⁴ Les déclarations de T. Aşurhodžaev, Commissaire du Turkestan, et de Tobolin, vont à cette époque dans le même sens d'exaltation de l'unification islam-socialisme³⁵. Klevleev s'est toutefois montré trop optimiste quant au triomphe d'une "Commune" du Turkestan fondée sur ses théories syncrétiques. L'instrumentalisation de cette idéologie en Union soviétique ne pouvait durer, comme en témoignent les débats qui se sont tenus dès le premier Congrès du Parti communiste du Turkestan. Certains délégués avaient en effet jugé que les dogmes de l'islam étaient étrangers au marxisme et avaient alors qualifié la thèse de Klevleev et Aşurhodžaev de « glissante ». D'autres avaient proposé de s'appuyer sur la propagande de Klevleev mais uniquement comme un moyen parmi d'autres d'approcher la population locale et seulement dans certaines situations précises³⁶.

L'activité politique de Klevleev s'est avérée aussi courte que sa vie, puisqu'il meurt à Khodjent le 17 septembre 1918. La nécrologie, parue dans *Naša Gazeta*, indique que le camarade Klevleev, entièrement dévoué au pouvoir soviétique, brillant organisateur et membre du Comité central, a beaucoup contribué à l'éveil des masses populaires. Il est mort en poste en s'étant montré digne des espoirs de Staline. Pourtant à l'issue de la guerre civile, le terme dépréciatif de *klevleevšina* apparaît pour définir les tentatives d'union des dogmes religieux musulmans et des idées socialistes. Ainsi, la transposition de l'idée du "socialisme islamique", venue de l'extérieur, sur le sol politique, social et intellectuel de la société turkestanais n'a été qu'une démarche tactique des chefs bolcheviks. Celle-ci consistait, lors des moments difficiles de l'année 1918, à désamorcer les possibles résistances religieuses et rallier la population locale au nouveau régime en faisant montre de la compatibilité entre islam et communisme. Une fois l'Asie centrale soumise au pouvoir soviétique, les autorités ont abandonné cette carte idéologique et entamé une brutale répression de l'islam. Toutefois, l'héritage de ces théories du "socialisme islamique" n'a pas disparu et est réapparu, sous une forme nuancée et discrète, dans les discours conciliateurs de la Direction spirituelle dans la deuxième moitié du XX^e siècle.

Rinat CHIGABDINOV

Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences d'Ouzbékistan
rinat@globalnet.uz

RÉSUMÉ

Si les répressions religieuses des années 1930 sont bien connues, d'autres aspects de la coexistence/confrontation entre islam et régime communiste au XX^e siècle restent à explorer. Cet article se propose de mettre en lumière l'un de ces aspects encore trop peu connus, celui des théories du "socialisme islamique" qui se sont développées dans les premières années du régime bolchevique et ont joué un rôle important dans la soviétisation de l'Asie centrale. On s'intéressera ici tout particulièrement au parcours de Arif Klevleev (1874-1918). À l'issue de la guerre civile en effet, le terme dépréciatif de *klevleevšina* apparaît pour définir les tentatives d'union des dogmes religieux musulmans et des idées socialistes. Ainsi, la transposition de l'idée du "socialisme islamique" sur le sol politique, social et intellectuel de la société turkestanaise n'a été qu'une démarche tactique des chefs bolcheviks afin de désamorcer les possibles résistances religieuses et de rallier la population locale au nouveau régime.

Mots-clés. Asie centrale, Turkestan, Révolution de 1917, Staline, djadidisme, pouvoir local, islam, communisme.

ABSTRACT

About Islamic socialism in Turkestan. Arif Klevleev's fate (1874-1918).

Whereas the religious repression in the 1930's is well-known, some aspects of the coexistence/confrontation between Islam and the communist regime remain to be studied. This article aims to highlight one of them, i.e. the theories of the Islamic socialism developed in the first years of the Bolshevik regime, which played an important role during the Sovietization of Central Asia. We will especially study the fate of Arif Klevleev (1874-1918). Indeed, at the end of the Civil war appears the disparaging term *Klevleevšina* which defined the attempts to unify the Muslim dogmas with the socialist ideas. Then, the transposition of the idea of the "Islamic socialism" on the political, social and intellectual field of the Turkestanese society was only a Bolsheviks leaders' tactic to defuse the probable religious resistance and to rally natives to the new regime.

Key-words. Central Asia, Turkestan, 1917 Revolution, Stalin, Jadidism, local power, Islam, Communism.

NOTES

1. LEVIN Z. I., *Razvitie osnovnyh tečenij obščestvenno-političeskoj mysli v Sirii i Egipte* [Le développement des principaux courants politiques et sociaux en Syrie et en Égypte], Moscou, 1972, pp. 233-234.

2. KIRILLINA S. A., *Islam v obščestvennoj žizni Egipta (vtoraâ polovina XIX – načalo XX v.)* [L'islam dans la vie sociale de l'Égypte (deuxième moitié du XIX^e – début du XX^e siècle)], Moscou, Nauka, 1989, p. 123.
3. CGA RUZ (Archives centrales de la république d'Ouzbékistan), f. 1-461 (Chancellerie du Gouvernorat général du Turkestan), op. 1, d. 773, l. 17.
4. *Ibid.*, d. 1260, l. 18.
5. MUHAMETDINOV R. F., *Naciâ i revolûciâ (Transformaciâ nacional'noj idei v tatarskom obščestve pervoj treti XX veka)* [Nation et révolution (la transformation de l'idée nationale dans la société tatare du premier tiers du XX^e siècle)], Kazan, Iman, 2000, p. 6.
6. TURDIEV Š., « Sredneaziatskie tatary : rol' i značenie v kul'turnoj i političeskoj žizni Turkestana pervoj četverti XX v. » [Les Tatars d'Asie centrale : rôle et signification dans la vie culturelle et politique du Turkestan du premier tiers du XX^e siècle], *Islam v tatarskom mire : istoriâ i sovremennost'. Materialy meždunarodnogo simpoziuma* [L'islam dans le monde tatar : histoire et actualité. Matériaux de la conférence internationale], Kazan, 29 avril – 1^{er} mai 1996, Kazan, 1997, p. 169.
7. ERGAŠEV B., « Džadidy : liberaly ili demokraty ? » [Les djadides, libéraux ou démocrates ?], *Zvezda Vostoka*, Tachkent, n° 12, 1991, p. 127.
8. « Hajr al-umur ausatuha », *Huršid*, Samarcande, 11 octobre 1906.
9. *Turkestan v načale XX veka : k istorii istokov nacional'noj nezavisimosti* [Le Turkestan au début du XX^e siècle : pour une histoire des sources de l'indépendance nationale], Tachkent, Šark, 2000, pp. 20-24.
10. *Ūzbek sovet ênciklopedijasi* [Encyclopédie soviétique ouzbèke], Tachkent, 1974, tome 5, p. 530.
11. ABDULLAEV R. M., « Turkestan v 1917 godu : nacional'noe dvizhenie i voennyj vopros » [Le Turkestan en 1917 : mouvement national et question militaire], *Markazij Osië XX asr bošida : islohotlar, jangilaniš, taraqqiët* [L'Asie centrale au début du XX^e siècle : réformes, rénovation, progrès], Conférence du 16-18 septembre 1999, Tachkent, Ma'navijat, 2001, pp. 86-88.
12. ŠIGABDINOV R. N., « Arif Klevleev i mif islamskogo kommunizma v Turkestane » [Arif Klevleev et le mythe du communisme islamique au Turkestan], *Istoriâ : problemy ob'ektivnosti i npravstvennosti (materialy naučnoj konferencii)* [L'histoire : problèmes d'objectivité et de moralité (matériaux de la conférence scientifique)], Conférence de l'Ambassade de Russie en Ouzbékistan, Tachkent, 2003, pp. 229-235.
13. *Turkestanskije vedomosti*, Tachkent, 21 octobre 1917.
14. *Uluğ Turkiston*, 4 novembre 1917.
15. ŠARAFUTDINOV D. R., *Kombrig Ūsuf Ibragimov* [Le Kombrig Ūsuf Ibragimov], Kazan, Tatarskoe knižnoe izd., 1990, pp. 25-26.
16. Serali M. Lapin (1868-1919), kazakh né dans la région du Syr-Daria. Il fut l'un des quelques Kazakhs ayant reçu une éducation supérieure puisqu'il a fait ses études à la faculté de droit de Saint-Petersbourg. Il était connu de nombreux savants russes comme Barthold ou Veselovskij pour son savoir de linguiste et d'orientaliste. Son activité politique s'est surtout concentrée sur les années 1917-1918. DULATOVA D. I., NURTAZINA N. D., « Dokladnaâ zapiska Serali Lapina » [Les notes de communication de Serali Lapin], *Vestnik Kazahskogo gosudarstvennogo universiteta, seriâ istoričeskaâ*, vyp. 5, Almaty, 1991, pp. 10-13. GERMANOV V. A.,

- Istoriki Turkestana v usloviâh političeskogo terrora 20-30-x godov* [Les historiens du Turkestan dans les conditions de la terreur politique des années 1920-30], Tachkent, Uzbekiston, 2000, pp. 23-25.
17. Le "Conseil des ulémas", s'appuyant sur le soutien des millions de croyants musulmans du Turkestan, a été constitué en juin 1917 mais est dissous par un décret du Conseil des Commissaires du peuple du Turkestan du 13 mai 1918 car "ne répondant aux intérêts de la classe laborieuse". *Turkestan v načale XX veka...*, *op. cit.*, pp. 111-112.
18. CGA RUZ, f. R-39, op. 1, d. 11, l. 5-5.
19. CGA RUZ, f. R-1747, op. 1, d. 8, l. 92-93.
20. *Musbûro RKP(b) v Turkestane (1, 2 i 3 Turkestanskije kraevye konferencii RKP 1919-1920 gg.)* [Le bureau musulman du Parti au Turkestan (1^{re}, 2^e et 3^e conférences locales turkestanaises du Parti, 1919-1920)], Tachkent, Turkgosizdat, 1921, pp. I-II.
21. MUHAMETDINOV R. F., *op. cit.*, p. 129.
22. LEMERCIER-QUELQUEJAY C., « Le vaissisme à Kazan », *Die Welt des Islams*, vol. VI, 1959, pp. 91-112 ; BENNIGSEN A., LEMERCIER-QUELQUEJAY C., *Sultan Galiev, le père de la révolution tiers-mondiste*, Paris, 1986, p. 77 ; KEMPER M., *Sufis and Gelerte in Tatarien und Baschkirien, 1789-1889 : der islamische Diskurs unter russischer Herrschaft*, Berlin, 1998, pp. 393-429.
23. *Tatarskij èncyklopedičeskij slovar'* [Dictionnaire encyclopédique tatar], Kazan, 1999, p. 28.
24. « Vaisovskoe dvizenie v zerkale sobstvennyh prošeniij i poëm » [Le mouvement vaissiste au miroir de ses pétitions et de ses poèmes], *Gazyrlar avazy – Eho vekov*, Kazan, n° 3-4, 2001, p. 94.
25. MALYŠEVA S., ZARINOVA L., « Uravnenie so mnogimi neizvestnymi, ili o tom, kak byl ubit Sardar Vaisov » [La mise à égalité avec beaucoup d'autres inconnus ou comment fut tué Sardar Vaisov], *Tatarstan*, Kazan, n° 5-6, 1992, p. 38.
26. MUHAMETDINOV R. F., *op. cit.*, p. 92.
27. TAGIROV I. R., *Očerki istorii Tatarstana i tatarskogo naroda (XX vek)* [Essais d'histoire du Tatarstan et du peuple tatar (XX^e siècle)], Kazan, Tatarskoe knižnoe izd., 1999, pp. 85-86.
28. *Turkestan v načale XX veka*, *op. cit.*, pp. 114-115.
29. *Pobeda Oktâbr'skoj revolúcii v Uzbekistane. Sbornik dokumentov* [La victoire de la révolution d'Octobre en Ouzbékistan. Recueil de documents], Tachkent, Fan, tome 2, 1972, p. 233.
30. *Musbûro RKP(b) v Turkestane*, *op. cit.*, pp. 46-47.
31. CGA RUZ, f. R-17, op. 1, d. 175, l. 16.
32. *Istoriâ graždanskoj vojny v Uzbekistane* [Histoire de la guerre civile en Ouzbékistan], Tachkent, Nauka, tome 1, 1964, p. 146.
33. *Materialy i dokumenty 1 s"ezda kompartii Turkestana* [Matériaux et documents du 1^{er} Congrès du Parti communiste du Turkestan], Tachkent, Sredazpartizdat, 1934, p. 42.
34. *Ibid.*, p. 22.
35. *Ibid.*, pp. 42-43..
36. *Ibid.*, p. 43.